



## ARRÊTÉ DU MAIRE

COMMUNE DE SAINT-PRIX

Département du Val d'Oise  
Arrondissement de Sarcelles  
Canton de Domont

Service Technique

VB/AH

N° 2021 / 074

**OBJET : FOUILLES SUR TROTTOIR POUR RÉPARATION DE CONDUITE TELECOM – FACE AU N° 56 RUE LOUIS ET GERARD DONZELLE – PROLONGATION JUSQU’AU 07 MAI 2021.**

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,
- VU** L'arrêté municipale 2021- 062 en date du 02 avril 2021, les délais sont prolongés jusqu'au 07 mai 2021.

**CONSIDERANT** La demande formulée par l'entreprise SPIE CITY NETWORKS sise 10 avenue de l'entreprise – 95610 Cergy-Pontoise concernant les fouilles pour réparation de conduite sur trottoir Telecom pour le passage de la fibre face au n°56 rue Louis et Gérald Donzelle à Saint-Prix pour le compte de la société Orange.

**CONSIDERANT** Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

### ARRÊTE

- ARTICLE 1 -** Du lundi 26 avril au vendredi 07 mai 2021, l'entreprise SPIE CITY NETWORKS sise 10 avenue de l'entreprise 95610 Cergy-Pontoise est autorisée à procéder à la réparation de conduite télécom sur trottoir pour le passage de la fibre face au n°56 rue Louis et Gérald Donzelle à Saint-Prix.
- ARTICLE 2 -** Le stationnement sera interdit face au n°56 rue Louis et Gérald DONZELLE sur l'emprise du chantier et selon son avancement.
- ARTICLE 3 -** La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier.

**ARTICLE 4** - L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur. La signalisation réglementaire et appropriée sera installée et entretenue, par l'entreprise.

**ARTICLE 5** - Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

**ARTICLE 6** - L'entreprise devra assurer un balisage sécurisant la trappe télécom face au n°56 rue Louis et Gérald Donzelle.

**ARTICLE 7** - Les fouilles sous chaussée seront refermées le soir. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis en place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux.

**ARTICLE 8** - La reprise de traversée de chaussée devra respecter les consignes du Département, soit :

- Fondation en grave ciment sur 0,40 m d'épaisseur
- Enrobé BBSG 0/10 sur 2 x 0.04 m d'épaisseur pour une largeur totale minimum de 1,00 m
- Fermeture de l'enrobé par joints émulsionnés avec porphyre 0/20 à chaud

**ARTICLE 9** - Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

**ARTICLE 10** - Après travaux, la chaussée et les trottoirs devront être remis en état à l'identique de l'existant.

**ARTICLE 11** - L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

**ARTICLE 12** - Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

**ARTICLE 13** - La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

**ARTICLE 14** - Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

**ARTICLE 15** - Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 16** - Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise SPIE CITY NETWORKS.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Madame le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont,
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix,
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude.

Saint-Prix, le **23 AVR. 2021**

**Le Maire,**

  
  
**Céline VILLECOURT**

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le ...22.10.21...2021



Arrêté N° 2021 / 074